



Nations Unies

États financiers vérifiés

**de l'exercice biennal terminé
le 31 décembre 2001 et**

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

**Volume III
Centre CNUCED/OMC
du commerce international**

**Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-septième session
Supplément N° 5 (A/57/5 (Vol. III) (SUPP))**

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-septième session
Supplément N° 5 (A/57/5 (Vol. III) (SUPP))

États financiers vérifiés

**de l'exercice biennal terminé
le 31 décembre 2001 et**

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

**Volume III
Centre CNUCED/OMC
du commerce international**



Nations Unies • New York, 2002

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi		v
I. Rapport financier pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001	1-14	1
A. Opérations	1-6	1
B. Budget et dépenses de l'exercice biennal 2000-2001	7-10	3
C. Résultats financiers	11-14	4
Annexe. Informations complémentaires.		6
II. Rapport du Comité des commissaires aux comptes	1-35	7
Résumé		7
A. Introduction	1-9	7
1. Suite donnée aux recommandations antérieures	7-8	8
2. Recommandations	9	8
B. Questions financières	10-26	9
1. Situation financière	10-13	9
2. Normes comptables du système des Nations Unies	14-20	9
3. Tenue des comptes en deux monnaies pour l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce	21-24	11
4. Passation par profits et pertes de pertes de numéraires, d'effets à recevoir et de biens	25	12
5. Versements à titre gracieux	26	12
C. Questions de gestion	27-34	12
1. Gestion des projets	27-28	12
2. Système intégré de gestion du Centre	29-31	12
3. Délégation de pouvoirs	32-33	13
4. Cas de fraude ou fraude présumée	34	13
D. Remerciements	35	14
Annexe. Suivi des mesures prises pour appliquer les recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1999		15
III. Opinion des commissaires aux comptes.		19

IV. Certification des états financiers	21
V. États financiers de l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001	23
État I. Recettes, dépenses et évolution des réserves et du solde des fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 terminé le 31 décembre 2001	24
État II. Actif, passif, réserves et solde des fonds au 31 décembre 2001	26
État III. Fonds général : flux de trésorerie de l'exercice biennal 2000-2001 terminé le 31 décembre 2001	28
État IV. Fonds général : crédits ouverts pour l'exercice biennal 2000-2001 terminé le 31 décembre 2001	29
Notes relatives aux états financiers	30

Lettres d'envoi

Le 31 mai 2002

Conformément à l'article 11.4 du règlement financier, j'ai l'honneur de vous transmettre les comptes du Centre CNUCED/OMC du commerce international pour l'exercice biennal 2000-2001 que j'approuve par la présente lettre. Les états financiers ont été établis et certifiés corrects par le Contrôleur.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

(Signé) Kofi A. **Annan**

Monsieur le Président du Comité
des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
New York

Le 27 juin 2002

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers du Centre CNUCED/OMC du commerce international pour l'exercice biennal 2000-2001 terminé le 31 décembre 2001, présentés par le Secrétaire général. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés et son opinion est jointe auxdits états.

Je vous prie de bien vouloir trouver également ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes du Centre.

Le Vérificateur général des comptes
de la République sud-africaine,
Président du Comité des Commissaires
aux comptes de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Shauket A. **Fakie**

Monsieur le Président
de l'Assemblée générale
des Nations Unies
New York

Chapitre premier

Rapport financier pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001

A. Opérations

1. Le Centre CNUCED/OMC du commerce international (CCI) est un organisme de coopération technique dont la mission est d'aider les pays en développement et les pays en transition, en particulier le secteur des affaires, à exploiter pleinement leur potentiel pour ce qui est de leurs exportations et à améliorer leurs importations, l'objectif final étant de réaliser un développement durable. Organe subsidiaire conjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Organisation des Nations Unies – celle-ci agissant par le truchement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) –, le Centre s'occupe surtout des aspects opérationnels de la promotion du commerce et du développement des exportations. Il est, comme l'a affirmé le Conseil économique et social dans sa résolution 1819 (LV) du 9 août 1973, le point central de toutes les activités de coopération technique des Nations Unies en matière de promotion du commerce. Aux termes du plan à moyen terme de l'Organisation des Nations Unies pour la période 1998-2001¹, le Centre est chargé de l'application du sous-programme 9.6 (Développement des institutions et des services d'appui pour la promotion commerciale, le développement des exportations et la gestion des achats et approvisionnements internationaux) et du sous-programme 9.7 (Information commerciale et développement des marchés). Le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale l'esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2000-2001 pour le CCI (A/54/127). L'Assemblée générale a, dans sa décision 53/485 du 28 juillet 1999, pris note de l'esquisse budgétaire dans laquelle la contribution des Nations Unies exprimée en francs suisses se montait à 29 197 300 francs suisses.

2. Le programme exécuté au cours de l'exercice biennal 2000-2001 avait cinq objectifs principaux : faciliter l'intégration dans le système commercial multilatéral; aider à la formulation de stratégies de développement du commerce; renforcer les services d'appui en matière commerciale; améliorer la performance sectorielle et accroître la compétitivité des entreprises. Pour maximiser l'impact et améliorer la rentabilité, on a adopté trois stratégies de coopération : couverture mondiale par la mise en place de réseaux; approche reposant sur des programmes intégrés multipays/multiorganisations; exécution de projets de développement commercial spécifiques. La priorité a été donnée aux pays les moins avancés et aux besoins particuliers des petites et moyennes entreprises dans ces pays. Le Centre a continué de jouer un rôle actif dans la mise en oeuvre des programmes ci-après : cadre intégré pour l'assistance technique axée sur le commerce dans les pays les moins avancés; Programme commun CCI/CNUCED/OMC d'assistance technique intégrée dans certains des pays les moins avancés et autres pays africains; Réseau commercial mondial (World Trade Net); renforcement des capacités et mise en place de réseaux pour améliorer les services d'information à l'intention des milieux d'affaires; amélioration de la compétitivité des petites et moyennes entreprises et promotion du commerce Sud-Sud.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 6 (A/53/6/Rev.1).

3. Au cours de l'exercice biennal 2000-2001, le CCI a exécuté 98 projets interrégionaux, régionaux et de pays, dont 66 à caractère monodisciplinaire et 32 à caractère multidisciplinaire, c'est-à-dire relevant des deux sous-programmes. Le niveau des activités financées par des fonds d'affectation spéciale a poursuivi son évolution de ces dernières années, accusant en 2000-2001 une augmentation de 9 % par rapport à 1998-1999 pour atteindre le chiffre de 20,8 millions de dollars. Toutefois, les activités financées par le PNUD ont continué de régresser comme elles le font depuis le début des années 1990, leur montant tombant à 3,1 millions de dollars en 2000-2001, chiffre de 46 % inférieur à celui de 1998-1999. Malgré le recul enregistré en ce qui concerne la mise en oeuvre de projets par le PNUD, le bilan net des activités en matière de projets du CCI en 2000-2001 s'est établi à 23,7 millions de dollars. En raison de contraintes budgétaires, le CCI a concentré ses efforts sur les opérations multi-institutions qui ont ouvert de nouvelles perspectives à la coopération technique, en particulier en ce qui concerne la mise au point de stratégies commerciales et la compétitivité des entreprises. Le CCI s'est en même temps activement employé à contribuer par la voie de la coopération technique à la solution du problème du commerce électronique dont risque de dépendre en grande partie, d'ici quelques années, la compétitivité des économies en développement et en transition. Les institutions nationales partenaires du Centre ont continué de servir de relai pour la diffusion de ses produits et services selon la formule dite « produit-réseau ».

4. Au titre du sous-programme 9.6 qui a représenté 55 % des dépenses de coopération technique de l'exercice, le Centre a continué de travailler au renforcement d'institutions d'appui au commerce, telles que les organismes de promotion des échanges, les chambres de commerce et autres entités offrant des services visant à la promotion du commerce. Le Centre a également encouragé d'autres institutions spécialisées dans le conditionnement des produits, le contrôle de la qualité, les questions financières, la gestion des achats et approvisionnements et la mise en valeur des ressources humaines. Il s'est en outre spécialement préoccupé de fournir une assistance technique pour l'élaboration de stratégies et les analyses préalables, notamment par le biais de son Forum sur les stratégies nationales d'exportation et dans le cadre des projets de pays. Pour permettre aux milieux d'affaires de tirer profit du nouveau système commercial multilatéral et des accords de l'OMC, le CCI s'emploie, en étroite collaboration avec l'OMC et la CNUCED, à regrouper toutes les entités concernées par les questions relevant du Système commercial multilatéral et à les relier d'un bout à l'autre de la planète grâce au Réseau commercial mondial (World Trade Net). Ainsi se trouve établi un cadre permettant de discerner et d'entendre les réactions des milieux d'affaires aux positions nationales de négociation sur les questions relevant de l'OMC. Le développement des activités concernant la mise en valeur du capital humain est assuré grâce à une bonne utilisation des ressources axée sur la durabilité (par le biais de la mise en place de réseaux et d'autres méthodes de renforcement des capacités) et sur la reproductibilité aux fins du développement du potentiel des entreprises en matière commerciale. Au total, ce sont plus de 3 000 personnes qui ont pu participer dans le cadre du sous-programme aux quelque 84 manifestations organisées par le Centre. Environ 45 publications ont été produites ou diffusées dans le monde entier, le Centre offrant également un nombre toujours plus important d'autres matériaux et services techniques, par le biais d'Internet notamment. La formule « produit-réseau » a été renforcée en normalisant les produits génériques de l'assistance technique existants et en en élaborant de nouveaux.

5. Au titre du sous-programme 9.7 qui a représenté 45 % des dépenses de coopération technique de l'exercice, le Centre a fourni un appui direct aux milieux d'affaires dans les domaines de la mise au point de produits et de la commercialisation internationale. Les outils proposés par le Centre pour la réalisation d'études stratégiques de marché ont suscité une forte demande. Un appui conséquent a été apporté aux entreprises en associant services de conseils individualisés et aide aux institutions de promotion du commerce et aux organisations professionnelles, afin de renforcer les capacités nationales. On a étudié les possibilités de promotion et de commercialisation sur le marché international ouvertes par Internet et l'analyse informatique des courants commerciaux, qui permettent notamment de présenter des expositions virtuelles et de mettre face à face, en ligne, acheteurs et vendeurs. Le Centre a continué d'appliquer avec beaucoup de succès ses méthodes de promotion du commerce Sud-Sud. Des études (par produit et par pays) visant à apparier l'offre et la demande, suivies par des réunions entre acheteurs et vendeurs (qui confirment l'existence réelle des possibilités identifiées) ont débouché sur des transactions commerciales effectives. En matière d'information commerciale, le Centre a commencé à mettre en oeuvre sa nouvelle stratégie qui vise à renforcer les capacités en créant des services et réseaux d'information efficaces et durables aux niveaux national et régional. Au total, le CCI a, au titre de ce sous-programme, organisé 66 manifestations auxquelles ont participé quelque 2 350 personnes, des entrepreneurs en particulier, et produit et diffusé plus de 25 publications.

6. Les réunions annuelles du Groupe consultatif commun du Centre du commerce international auxquelles participent des représentants des organes de tutelle du Centre, des États membres de la CNUCED et des États membres de l'OMC, des donateurs et des bénéficiaires, de même que les réunions techniques spécialisées et les sessions officieuses ont été l'occasion de réexaminer régulièrement les activités du Centre et de réorienter ses stratégies et priorités. À ses trente-troisième et trente-quatrième sessions, en 2000 et 2001, le Groupe consultatif commun a salué les mesures prises par le Centre pour améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, renforcer les capacités des organismes d'appui au commerce et favoriser le développement durable en permettant aux bénéficiaires de maîtriser leur propre processus de développement. Des consultations ont été régulièrement organisées entre donateurs et bénéficiaires dans le cadre du Comité consultatif du Fonds mondial d'affectation spéciale du Centre.

B. Budget et dépenses de l'exercice biennal 2000-2001

7. Les états financiers et les tableaux figurant au chapitre V font apparaître les résultats financiers des activités du Centre. On trouvera en fin de chapitre les notes relatives aux états financiers qui présentent les principes de comptabilité et d'information financière du Centre et donnent des renseignements complémentaires sur les différents fonds.

8. La moitié environ des activités du Centre sont financées à l'aide de fonds extrabudgétaires et l'autre moitié au moyen du budget ordinaire. Les contributions au budget ordinaire sont réparties à égalité entre États Membres de l'Organisation des Nations Unies et États membres de l'OMC. Les arrangements administratifs et budgétaires existant actuellement entre les deux organisations ont été adoptés par l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session. Les contributions des deux

organisations sont fixées en francs suisses, déduction faite des recettes accessoires. La ventilation des crédits ouverts au budget ordinaire figure à l'état IV.

9. Le montant total des ressources utilisées au cours de l'exercice 2000-2001 se répartit comme suit par source de financement (en milliers de dollars des États-Unis) :

Budget ordinaire	34 975
Fonds d'affectation spéciale	25 629
PNUD	2 386
Dépenses d'appui aux programmes	3 037
Fonds autorenouvelables et autres fonds	1 074
Total	67 101

10. Pour la présentation de ses états financiers, le Centre a adopté l'option A indiquée à l'appendice IIA des Normes comptables du système des Nations Unies (A/51/523).

C. Résultats financiers

11. Au 1er janvier 2000, le solde du Fonds général s'élevait à 645 121 dollars. Compte tenu des contributions reçues de l'Organisation des Nations Unies et de l'OMC (33 720 572 dollars), du produit des placements (138 965 dollars), des recettes accessoires (540 248 dollars) et des montants non utilisés au titre d'engagements d'exercices antérieurs (économies et/ou annulations), le Centre a disposé d'un montant de 35 473 831 dollars. Les dépenses se sont élevées à 34 975 030 dollars, y compris les engagements non réglés (1 435 874 dollars). En conséquence, au 31 décembre 2001, le Centre enregistrerait un excédent net de 498 801 dollars, à reporter sur l'exercice biennal 2002-2003.

12. L'état I présente les recettes et les dépenses de l'exercice et le solde du Fonds général du Centre et des autres fonds. L'état II présente les éléments d'actif et de passif correspondant à ces fonds. On notera toutefois que les soldes des fonds autres que le Fonds général sont réservés à des fins spéciales et ne pourraient être utilisés pour financer, le cas échéant, des dépenses afférentes aux programmes de base du Centre.

13. L'état III, qui fait apparaître les flux de trésorerie du Fonds général pendant l'exercice, montre que les liquidités (encaisse et dépôts à terme) s'élevaient à 1 476 278 dollars à la fin de l'exercice. Ce montant servira à financer les engagements non réglés contractés par le Centre pour l'achat de biens et de services, dont le montant s'élève à 1 435 874 dollars.

14. Dans la note 3 des états financiers, on trouve à l'alinéa a) des précisions sur les recettes portées au Fonds général et à l'alinéa b) une répartition des dépenses par catégorie. Des explications sur l'actif et le passif du Fonds général sont données aux alinéas c) et d) respectivement. Pour tous les autres fonds, les informations

concernant les recettes, les dépenses, ainsi que les éléments d'actif et de passif figurent dans les notes 4 à 6.

Annexe

Informations complémentaires

1. La présente annexe contient des précisions concernant les informations que le Secrétaire général est tenu de fournir.

Passation par profits et pertes de biens du Centre

2. Des pertes de biens s'élevant à 319 685 (chiffre calculé sur la base du coût initial des biens en cause) ont été passées par profits et pertes conformément à la règle 110.15 des règles de gestion financière durant l'exercice 2000-2001. De ce fait, les soldes comptables concernant les biens s'établissent aux mêmes niveaux que les soldes que fait apparaître la comptabilité des biens effectivement existants. Le détail des montants passés par profits et pertes a été porté à la connaissance du Comité des commissaires aux comptes conformément aux dispositions de la règle 110.10 b) des règles de gestion financière.

Chapitre II

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

Le Comité des commissaires aux comptes a examiné les opérations du Centre du commerce international (CCI) à Genève. Il a également vérifié les états financiers du Centre pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001.

Les principales conclusions du Comité sont les suivantes :

- a) Les arrangements administratifs et financiers entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce comportent des procédures compliquées, faisant intervenir deux monnaies, qui risquent de n'être que partiellement rationalisées avec le passage prochain au système intégré de gestion (SIG);
- b) Le CCI ne fournit pas et ne tient pas à jour des tableaux financiers intermédiaires récapitulant les sommes reçues et versées durant la mise en oeuvre d'un projet;
- c) Le système intégré de gestion du Centre (SIGC) n'a pas encore été pleinement mis en oeuvre.

Le Comité a recommandé de revoir les procédures résultant de la double tutelle exercée par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce, d'améliorer la gestion des projets et de perfectionner le SIGC.

Les principales recommandations du Comité sont exposées au paragraphe 9 du présent rapport.

A. Introduction

1. En application de la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1946, le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les comptes du Centre CNUCED/OMC du commerce international (CCI) pour l'exercice biennal 2000-2001. Cette vérification a été effectuée conformément à l'article XII et à l'annexe du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux normes communes adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Selon ces normes, le Comité des commissaires aux comptes doit organiser et effectuer sa vérification de façon à avoir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent aucune erreur substantielle.

2. Le premier objectif de la vérification était de permettre au Comité de juger si les dépenses figurant dans les états financiers de l'exercice biennal 2000-2001 avaient bien été engagées pour des objets approuvés par les organes directeurs, si les recettes et les dépenses avaient été convenablement classées et enregistrées conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière et si les

états financiers du CCI donnaient une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 décembre 2001. Les auditeurs ont procédé à une révision générale des mécanismes de gestion financière et de contrôle interne et aux vérifications par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives qu'ils ont jugées nécessaires pour que le Comité puisse se faire une opinion sur les états financiers.

3. Pour compléter sa vérification des comptes et des opérations financières, le Comité a effectué divers examens autorisés par l'article 12.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies. Ces examens portaient essentiellement sur l'efficacité des procédures financières, des contrôles financiers internes et, de manière générale, de l'administration et de la gestion du CCI. En 2000-2001, le Comité a examiné la gestion des projets et le SIGC.

4. Le Comité a, comme par le passé, fait rapport sur le résultat de vérifications spécifiques dans des notes de gestion contenant des observations et recommandations détaillées à l'intention de l'Administration.

5. Le présent rapport couvre les questions qui, de l'avis du Comité, doivent être portées à l'attention de l'Assemblée générale. Les observations et conclusions du Comité ont été examinées avec l'Administration, dont les commentaires sont mentionnés lorsqu'il y a lieu.

6. Les principales recommandations du Comité sont résumées dans le paragraphe 9. Ses conclusions sont exposées en détail aux paragraphes 10 à 33.

1. Suite donnée aux recommandations antérieures

7. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 7 de la section A de la résolution 51/225 du 3 avril 1997, le Comité a fait le point des mesures prises par le CCI pour appliquer les recommandations figurant dans son rapport sur l'exercice biennal 1996-1997. Dans son rapport sur cet exercice, le Comité a recommandé que le CCI, agissant en liaison avec le Siège des Nations Unies, revoie le traitement comptable des montants – charges et recettes – afférents à des exercices ultérieurs pour le mettre en harmonie avec la meilleure pratique comptable. Cette question a de nouveau été soulevée dans le rapport du Comité pour l'exercice 1998-1999 et est évoquée au paragraphe 15 du présent rapport.

8. Comme l'Assemblée générale le lui a demandé dans sa résolution 48/216 B du 23 décembre 1993, le Comité a également examiné les mesures prises par l'Administration pour appliquer les recommandations figurant dans son rapport sur les comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1999. L'annexe au présent rapport contient des précisions sur les mesures adoptées par le CCI et les observations du Comité.

2. Recommandations

9. Les principales recommandations du Comité sont les suivantes :

a) **Le CCI devrait à l'avenir remanier le paragraphe j) iii) de la note 2 relative aux états financiers pour qu'elle rende compte du traitement comptable des contributions à recevoir au cours d'exercices ultérieurs (par. 20);**

b) **Le CCI devrait procéder à l'examen projeté des points sur lesquels le SIGC appelle encore des améliorations, établir un système de suivi aussi peu**

onéreux que possible et prendre une décision formelle sur les deux modules du SIGC en suspens (par. 31).

B. Questions financières

1. Situation financière

10. Le budget ordinaire du Centre est financé conjointement et à parts égales par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce (qui ont versé chacune 16,9 millions de dollars pour l'exercice biennal 2000-2001, contre 18,5 millions de dollars pour l'exercice précédent). Le montant total des recettes a atteint 66,3 millions de dollars durant l'exercice 2000-2001, contre 72,5 millions de dollars durant l'exercice antérieur. Le montant total des dépenses a atteint 67,1 millions de dollars durant l'exercice considéré, contre 70,8 millions de dollars durant l'exercice 1998-1999.

11. Selon les états financiers, le Fonds général accuse pour l'exercice 2000-2001 un déficit net de 575 000 dollars (les recettes se montant à 34,4 millions de dollars), de 43 % supérieur au déficit de 1998-1999. Ce déficit a été financé à l'aide d'« économies réalisées du fait de l'annulation d'engagements afférents à des exercices antérieurs » (429 000 dollars) et par une diminution de 146 000 dollars des réserves du Fonds général, qui ont chuté de 645 000 dollars à 499 000 dollars.

12. Les recettes provenant des contributions des donateurs aux fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique sont restées stables puisqu'elles se sont montées à 23,3 millions de dollars en 2000-2001 contre 23,1 millions de dollars pour l'exercice biennal précédent. Les fonds d'affectation spéciale ont accusé un déficit net de 880 000 dollars qui a été financé à l'aide des soldes accumulés du fait de l'excédent net des recettes par rapport aux dépenses durant les deux exercices biennaux antérieurs. Le CCI a indiqué qu'il voyait là un signe que ses activités de coopération technique étaient menées avec plus d'efficacité. S'agissant des activités de coopération technique financées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Comité a pris note d'une réduction de 2,1 millions de dollars des montants reçus du PNUD durant l'exercice biennal, faisant suite à une réduction de 2,7 millions de dollars pour l'exercice biennal 1998-1999.

13. Le Comité a examiné la situation de trésorerie et a noté que l'actif (29,6 millions de dollars) excédait le passif (22,87 millions de dollars) globalement et dans le cas de chacun des fonds (l'actif et le passif se montent respectivement, dans le cas du Fonds général, à 1,95 million de dollars et 1,45 million de dollars et, dans le cas des fonds d'affectation spéciale, à 22,8 millions de dollars et 19,5 millions de dollars).

2. Normes comptables du système des Nations Unies

14. Le Comité a vérifié la conformité des états financiers du CCI pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001 aux Normes comptables du système des Nations Unies. Il a constaté que la présentation des états financiers était généralement conforme aux normes.

15. Le Centre a, suivant sa pratique antérieure, inclus dans ses états financiers pour 2000-2001 les engagements non réglés afférents à des exercices ultérieurs (2,8 millions de dollars) et les contributions à recevoir pour l'avenir (7,1 millions de

dollars). Dans son dernier rapport, le Comité a recommandé que le CCI revoie, en liaison avec le Contrôleur des Nations Unies, le traitement comptable des montants afférents à des exercices ultérieurs. Le Comité a noté que des consultations avaient eu lieu sur ce point entre le CCI et le Siège des Nations Unies et que le Comité de haut niveau chargé des questions de gestion avait conclu en septembre 2001 que les normes comptables 33 et 41 des Normes comptables du système des Nations Unies étaient applicables. Le Centre a par ailleurs informé le Comité des commissaires aux comptes qu'il avait été invité par le Directeur de la Division de la comptabilité des Nations Unies à inscrire dans les états financiers eux-mêmes les contributions à recevoir et les engagements afférents à des exercices ultérieurs.

16. La norme 41 des Normes comptables du système des Nations Unies dispose que « lorsque les engagements sont imputables sur les ressources d'exercices ultérieurs, ils doivent être inclus dans les comptes ou indiqués dans une note annexée aux états financiers ». Dans son rapport précédent, le Comité a indiqué que cette dernière option était plus compatible avec la notion de comptabilisation sur la base du fait générateur qui prévoit la comptabilisation des dépenses au moment où l'engagement ou la dette ont été contractés.

17. La norme 33 dispose que « les contributions volontaires officiellement annoncées représentent un engagement de bonne foi de la part du contribuant pour l'exercice ou le programme auquel elles se rapportent. ». Dans son rapport précédent, le Comité a émis l'opinion que le montant des contributions à recevoir (annoncées mais non reçues) devrait figurer dans une note jointe aux états financiers et non porté sur l'état de l'actif et du passif puisqu'il ne se rapporte pas à l'exercice biennal 2000-2001.

18. Tout en prenant note des décisions du Comité de haut niveau chargé des questions de gestion et du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, le Comité a relevé que la norme 41 des Normes comptables du système des Nations Unies autorisait des présentations différentes de la part des divers organismes des Nations Unies, les engagements non liquidés se rapportant à des exercices ultérieurs pouvant être inclus dans les états financiers ou indiqués dans une note. Il reconnaît que le libellé ambigu de la norme 33 dans sa version anglaise (« Such income should accordingly be recognized in that period ») peut conduire à interpréter les mots « that period » comme visant la période du programme et non l'exercice biennal. Le Comité est d'avis que, pour ne pas gonfler dans les états financiers le montant des contributions à recevoir à l'avenir, mieux vaudrait les faire figurer dans une note ainsi qu'il l'a recommandé dans son rapport précédent.

19. L'alinéa j) iii) de la note 2 relative aux états financiers dispose que, dans les comptes relatifs à la coopération technique, « les contributions des gouvernements et d'autres donateurs [à verser aux comptes relatifs à la coopération technique] sont comptabilisées à la date de leur réception ». Comme tel n'est pas, ainsi qu'on l'a expliqué plus haut, le sort réservé aux contributions se rapportant à des exercices ultérieurs, le CCI devrait à l'avenir modifier la note pertinente en conséquence.

20. Le Comité recommande que le CCI remanie à l'avenir le paragraphe j) iii) de la note 2 relative aux états financiers pour qu'elle rende compte du traitement comptable des contributions se rapportant à des exercices ultérieurs.

3. Tenue des comptes en deux monnaies pour l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce

21. Le CCI est cofinancé par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Après la création de l'OMC en 1995, le dispositif établi antérieurement avec l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, comprenant notamment un groupe consultatif commun, a été maintenu. Dans son rapport du 29 septembre 1998 (A/53/7/Add.3), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a déclaré que le dispositif en question ne répondait pas à l'attente de l'OMC en matière de suivi. Le Centre continue à utiliser le système de comptabilité des Nations Unies et ses comptes sont vérifiés par le Siège des Nations Unies. Le Secrétaire général a largement délégué ses pouvoirs au CCI pour l'administration du Règlement financier et des règles de gestion financière. Ces arrangements ont été approuvés par l'Assemblée générale et par l'OMC en 1999 et ont commencé à être mis en oeuvre durant l'exercice biennal 2000-2001. Le rapport du Comité des commissaires aux comptes est transmis au Conseil général de l'OMC par le Secrétaire général des Nations Unies.

22. Le Comité a noté que les nouvelles procédures budgétaires obligent le CCI à soumettre ses propositions budgétaires à chacun des organes directeurs en 16 étapes au lieu des neuf normalement requises, les modes de présentation, les monnaies (dollar des États-Unis et franc suisse pour l'ONU; franc suisse pour l'OMC) et les cycles (biennal pour l'ONU, annuel pour l'OMC) étant différents dans chacun des cas. La version de base du budget est présentée en dollars des États-Unis conformément à la réglementation de l'ONU; environ 92 % des dépenses sont libellés en francs suisses. Les comptes sont tenus dans les deux monnaies, comme le prévoient implicitement les textes statutaires et les règlements financiers de l'ONU et de l'OMC.

23. Le Centre pâtit de l'ancien système de comptabilité générale, la tenue des comptes en deux monnaies exigeant des ajustements manuels qui prennent beaucoup de temps. La mise en service du SIG doit progressivement faire disparaître ce problème de traitement des données. Elle a commencé en 1997 avec le module 1 (Ressources humaines) et s'est poursuivie en 2001 avec le module Temps de travail et absences, auquel doit s'ajouter en juin 2002 le module États de paie. En 2000, environ 68 000 francs suisses ont en outre été consacrés par le CCI à des remaniements intéressant le module Francs suisses, apporté au SIG par le Siège des Nations Unies. C'est là une ponction importante sur les ressources du CCI, qui sont limitées : le projet de passage au module 3 (Applications financières) du SIG a dû être reporté à juillet 2002 vu que l'Office des Nations Unies à Genève ne disposait pas du personnel nécessaire en 2001. Il a finalement été lancé moyennant un effort supplémentaire limité au budget, aux états financiers et aux rapports concernant l'édition, présentés sous les formes et dans les monnaies requises. Un rapport sur les enseignements tirés de l'expérience, qui doit être présenté par le CCI à la demande du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en 2002, fournira l'occasion de réfléchir aux complications qu'engendre la duplication des procédures. La mise en service du module 3 du SIG est prévue pour mars 2003.

24. Le Comité examinera les mérites des adaptations une fois qu'elles auront pris effet.

4. Passation par profits et pertes de pertes de numéraires, d'effets à recevoir et de biens

25. Le Centre a fait savoir au Comité que pendant l'exercice biennal 2000-2001, il avait passé par profits et pertes un total de 901 171 dollars, dont 319 685 dollars pour du matériel obsolète, 555 426 dollars pour de l'équipement de projet, y compris quatre véhicules achetés au moyen de fonds affectés à des projets de coopération technique, qui ont été cédés à des gouvernements ou aux autorités locales lors de l'achèvement du projet, et 26 060 dollars pour un véhicule et de l'équipement utilisés dans le cadre d'un projet qui ont été vendus à un bureau extérieur du PNUD.

5. Versements à titre gracieux

26. Aucun versement à titre gracieux n'a été signalé pour la période considérée.

C. Questions de gestion

1. Gestion des projets

27. La documentation explicative relative aux projets est adéquate bien que certaines lignes comptables soient difficiles à reconstituer, mais il n'y a pas de tableaux financiers intérimaires récapitulant les sommes reçues et versées, qui permettent de suivre la marche de chaque projet. Le Centre a expliqué que, dans le cadre du système de comptabilité générale actuel, l'établissement de tableaux intérimaires supplémentaires exigerait un gros travail de comptabilité manuelle qu'il n'était pas à ce stade en mesure d'assumer. Il examinerait toutefois la possibilité de produire des rapports automatisés, comme il lui avait été suggéré de le faire, et déciderait alors, sur la base des coûts, de la meilleure voie à suivre en tenant compte du fait qu'à partir de 2003, les données en cause seront vraisemblablement disponibles grâce au SIG.

28. Le Comité recommande que le CCI rationalise encore davantage la gestion de ses projets et veille en particulier à fournir et à tenir à jour des tableaux financiers intérimaires récapitulant les sommes reçues et versées.

2. Système intégré de gestion du Centre

29. Dans son rapport sur les états financiers de 1998-1999, le Comité a noté que le CCI s'était doté d'un système intégré de gestion (SIGC) dont la mise au point avait coûté 290 000 dollars et qui devait servir à améliorer la planification, le suivi et l'établissement des rapports. Le Comité a à l'époque constaté que ce système ne fournissait pas de données fiables et n'était pas utilisé comme il le devrait, et a recommandé qu'il soit tenu à jour pour constituer un outil de gestion plus efficace.

30. Le Centre a décidé en novembre 2000 de différer la mise en service des nouveaux modules du SIGC concernant la conception des projets et leur exécution et d'utiliser à la place un système SIGC de rapports trimestriels de gestion. Ce système a été mis sur pied en avril 2001 et l'on s'emploie depuis lors à l'améliorer. Le SIG doit fournir au SIGC les données en temps réel qui sont indispensables au stade actuel. Le Centre se propose d'examiner les aménagements qu'exige encore le SIGC et d'améliorer la planification et le suivi tout en tenant compte des conditions – dont l'annonce viendra plus tard – auxquelles doit être assujéti l'établissement de

rapports dans le cadre du nouveau système ONU de budgétisation axée sur les résultats pour éviter les duplications d'entrées.

31. Le Comité a recommandé, et le CCI a accepté, de procéder à l'examen des aménagements qu'exige encore le SIGC, l'objectif étant d'identifier un système de suivi aussi peu onéreux que possible et de parvenir à une décision formelle sur les deux modules du SIGC en suspens.

3. Délégation de pouvoirs

32. La décision de base par laquelle le Secrétaire général adjoint à la gestion a délégué ses pouvoirs en matière de personnel au Directeur exécutif du Centre du commerce international a été prise en avril 2001. Le personnel du Centre est nommé et administré par le Directeur exécutif du Centre (les nouvelles recrues ne pouvant être affectées qu'au service du Centre) conformément au Statut et au Règlement du personnel des Nations Unies, sauf pour ce qui est des questions expressément réservées au Secrétaire général ou au Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève. La délégation de pouvoirs en matière financière au Directeur exécutif est consignée dans une instruction administrative en date du 28 février 1992 (ST/AI/315/Rev.1). Le Centre analyse actuellement, outre sa propre réglementation interne, l'ensemble des bulletins officiels, instructions administratives et circulaires d'information pour déterminer si ces textes lui sont applicables. En prévision du démarrage des opérations du SIG et aux fins de la préparation du budget de l'ONU pour l'exercice biennal 2004-2005, le CCI compte également revoir ses arrangements avec l'Office des Nations Unies à Genève tels qu'ils fonctionnent actuellement.

33. Le Comité encourage le CCI à continuer de rationaliser sa base de données concernant la réglementation.

4. Cas de fraude ou fraude présumée

34. Aucun cas de fraude ou de fraude présumée n'a été signalé au Comité pour l'exercice biennal 2000-2001.

D. Remerciements

35. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Directeur exécutif et le personnel du Centre du commerce international pour l'aide et le concours qu'ils lui ont apportés.

Le Vérificateur général des comptes
de la République sud-africaine

(Signé) Shauket A. **Fakie**

Le Président de la Commission de vérification
des comptes des Phillippines

(Signé) Guillermo N. **Carague**

Le Premier Président de la Cour
des comptes de la France

(Signé) François **Logerot**

Annexe

Suivi des mesures prises pour appliquer les recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1999^a

Le Comité a procédé à un examen de suivi concernant les mesures prises par le CCI pour appliquer les recommandations formulées par le Comité dans le contexte de son rapport pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1999. Le tableau A.1 résume l'état d'exécution de toutes les recommandations antérieures et le tableau A.2 traite plus en détail des recommandations qui n'ont pas encore été appliquées et des recommandations en cours d'application qui appellent des observations.

Neuf recommandations au total ont été formulées dans la vérification relative à l'exercice biennal 1998-1999; sur ces neuf recommandations, deux (22 %) ont été appliquées, six (67 %) sont en cours d'application et une (11 %) n'a fait l'objet d'aucune mesure d'application.

Tableau A.1

Résumé de l'état d'exécution des recommandations relatives à l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1999

Objet	Recommandation			Total
	Appliquée	En cours d'application	Non appliquée	
A. Questions financières				
1. Comptes et rapports financiers	Par. 11 a) par. 11 b)			
2. Techniques d'information et de communication		Par. 11 c)		
Total partiel (nombre)	2	1	–	3
Total partiel (pourcentage)	66	33	–	
B. Questions de gestion				
1. Gestion du programme	Par. 11 d)	Par. 31, 44, 47, 48		
2. Techniques d'information et de communication		Par. 11 e)		
Total partiel (nombre)	1	5	–	6
Total partiel (pourcentage)	16,7	83,3	–	100
Total (nombre)	3	6		9
Total (pourcentage)	34	67	–	100

^a Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 5 (A/55/5, vol. III, chap. premier).

Tableau A.2
**Détails concernant les recommandations antérieures en cours d'application
ou n'ayant fait l'objet d'aucune mesure d'application durant l'exercice
biennal 1998-1999**

<i>Composante/secteur concerné</i>	<i>Recommandations contenues dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'exercice biennal 1998-1999</i>	<i>Mesures de gestion spécifiques/observations</i>	<i>Observations du Comité</i>
Comptes et rapports financiers, par. 11 b)	Le CCI devrait revoir, en liaison avec le Contrôleur des Nations Unies, le traitement comptable des montants afférents à des exercices ultérieurs.	Un groupe de travail sur les normes de comptabilité a examiné en juin 2001 les normes de comptabilité et a recommandé de ne pas y apporter de changement. Le Comité de haut niveau chargé des questions de gestion (septembre 2001) a pris note de la recommandation du Groupe de travail.	Recommandation appliquée (le CCI a agi en liaison avec le Siège des Nations Unies); le Comité formule toutefois une nouvelle recommandation sur cette question au sujet d'une note relative aux états financiers (par. 20).
Techniques d'information, par. 11 c)	Le CCI devrait, en liaison étroite avec l'Office des Nations Unies à Genève, faire en sorte que le module du SIG réponde le plus rapidement possible aux besoins spécifiques du Centre pour l'établissement de ses rapports financiers.	En 2001, le CCI a mis en service le module Temps de travail et absences et en a amélioré l'infrastructure. Le volet États de paie du SIG doit être mis en service en juin 2002.	En cours d'application Le Comité encourage le CCI à poursuivre ses efforts en étroite collaboration avec le Siège des Nations Unies et l'Office des Nations Unies à Genève et reviendra sur la question.
Gestion du programme, par. 31	Dans les descriptifs de projet du Programme conjoint intégré d'assistance technique, les activités devraient à l'avenir être classées, pour chaque pays, sur la base des différents modules.	Le CCI a accepté d'appliquer cette recommandation aux futurs projets du Programme conjoint intégré d'assistance technique.	En cours d'application Le Comité reviendra sur la question.
Gestion du programme, par. 44	Le Comité recommande que des calendriers réalistes soient établis d'un commun accord avec les organismes nationaux pour les activités dont ceux-ci ont la responsabilité et que le CCI suive les progrès accomplis.	Le CCI a accepté d'appliquer cette recommandation aux futurs projets du Programme conjoint intégré d'assistance technique.	En cours d'application Le Comité reviendra sur la question.
Gestion du programme, par. 47	Le CCI et ses partenaires devraient associer les participants nationaux aux opérations à un stade précoce.	Le CCI a accepté cette recommandation.	En cours d'application Le Comité reviendra sur la question.

<i>Composante/secteur concerné</i>	<i>Recommandations contenues dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'exercice biennal 1998-1999</i>	<i>Mesures de gestion spécifiques/observations</i>	<i>Observations du Comité</i>
Gestion du programme, par. 48	Pour n'avoir à prendre à l'avenir qu'un minimum de mesures correctives, le Comité recommande que le CCI procède à une analyse plus approfondie des problèmes qui risquent de se poser avant d'entamer les projets.	Un groupe d'experts procède actuellement à l'évaluation des projets du Programme conjoint intégré d'assistance technique. Un nouveau critère permettant de mesurer la capacité d'appui des pays doit être intégré à la méthodologie courante.	En cours d'application Le Comité reviendra sur la question.
Techniques d'information, par. 11 e)	Le SIGC devrait être tenu à jour.	Il a été décidé d'entamer, à la mi-2002 un examen des aménagements qu'exige encore le SIGC.	En cours d'application Voir les paragraphes 29 à 31 du présent rapport.

Chapitre III

Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons vérifié les états financiers ci-après, numérotés de I à IV, ainsi que les notes complémentaires du Centre CNUCED/OMC du commerce international pour l'exercice budgétaire terminé le 31 décembre 2001. Les états financiers relèvent de la responsabilité du Directeur exécutif. Il nous incombe d'exprimer une opinion sur ces états financiers en nous appuyant sur les résultats de notre vérification.

Nous avons effectué notre vérification conformément aux normes communes adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Selon ces normes, nous devons organiser et effectuer la vérification de façon à avoir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent aucune erreur substantielle. La vérification consistait, d'une part, à examiner, en procédant par sondage, et dans la mesure où le vérificateur le juge nécessaire, les données à la base des montants et les informations présentées dans les états financiers et, d'autre part, à évaluer les principes comptables utilisés, les prévisions importantes faites par le Directeur exécutif et la présentation générale des états financiers. Nous considérons que notre vérification nous autorise à formuler une opinion raisonnablement fondée sur la tenue des comptes.

À notre avis, les états financiers ci-après donnent une image fidèle, à tous points de vue, de la situation financière au 31 décembre 2001, ainsi que des résultats des opérations ou des mouvements de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables établis par le Centre, qui sont exposés dans la note 2 relative aux états financiers et qui ont été appliqués de la même manière que lors de l'établissement des états de l'exercice budgétaire précédent.

Nous estimons en outre que les opérations du Centre, que nous avons contrôlées dans le cadre de notre vérification, étaient conformes, pour tous les aspects importants, au Règlement financier et aux autorisations des organes délibérants.

Conformément à l'article XII du Règlement financier, nous avons également publié un rapport détaillé sur notre vérification des états financiers du Centre.

Le Vérificateur général des comptes
de la République sud-africaine
(Signé) Shauket A. **Fakie**

Le Président de la Commission
de vérification des comptes des Philippines
(Signé) Guillermo N. **Carague**

Le Premier Président de la Cour
des comptes de la France
(Signé) François **Logerot**

Chapitre IV

Certification des états financiers

1. Les états financiers du Centre CNUCED/OMC du commerce international pour l'exercice biennal 2000-2001 terminé le 31 décembre 2001 ont été établis conformément à la règle de gestion financière 111.4.
2. La récapitulation des principes essentiels de comptabilité appliqués pour l'établissement de ces états figure dans les notes jointes à ces derniers. On y trouvera des informations complémentaires et des éclaircissements concernant les opérations financières du Centre pendant la période considérée dont la responsabilité administrative a été confiée au Secrétaire général.
3. Je certifie que les états financiers ci-après du Centre CNUCED/OMC du commerce international, numérotés de I à IV, sont exacts.

Le Sous-Secrétaire général,
Contrôleur
(Signé) Jean-Pierre **Halbwachs**

31 mai 2002

Chapitre V

États financiers de l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001

Centre CNUCED/OMC du commerce international

Recettes, dépenses et évolution des réserves et du solde des fonds pour l'exercice biennal 2000-2001
terminé le 31 décembre 2001^a

(En milliers de dollars des États-Unis)

Numéro de la note	Autres activités									
	Activités de coopération technique									
	Fonds général		Fonds d'affectation spéciale		PNUD		Dépenses d'appui au programme		Fonds renouvelables et autres fonds	
	2001	1999	2001	1999	2001	1999	2001	1999	2001	1999
Recettes										
Quote-part										
De l'OMC	16 860	18 492	—	—	—	—	—	—	—	—
De l'Organisation des Nations Unies	16 860	18 492	—	—	—	—	—	—	—	—
Contributions volontaires	—	—	23 290	23 056	—	—	—	—	—	—
Recettes accessoires ou diverses										
Fonds reçus au titre d'arrangements interorganisations	—	—	—	—	2 386	4 503	91	526	—	—
Recettes correspondant à la prestation de services	—	—	—	—	—	—	3 239	3 289	1 120	827
Intérêts créditeurs	139	198	1 459	1 597	—	—	179	191	58	54
Recettes accessoires ou diverses	541	1 156	—	—	—	—	38	123	—	—
Total des recettes	34 400	38 338	24 749	24 653	2 386	4 503	3 547	4 129	1 178	881
Dépenses										
Dépenses directes	34 975	38 739	22 687	20 267	2 200	3 837	3 037 ^b	3 952	963	686
Dépenses d'appui au programme	—	—	2 942	2 623	186	666	—	—	111	48
Total des dépenses	34 975	38 739	25 629	22 890	2 386	4 503	3 037	3 952	1 074	734

Numéro de la note	Autres activités									
	Activités de coopération technique									
	Fonds général		Fonds d'affectation spéciale		PNUD		Dépenses d'appui au programme		Fonds renouvelables et autres fonds	
	2001	1999	2001	1999	2001	1999	2001	1999	2001	1999
Excédent net des recettes sur les dépenses (ou déficit net)	(575)	(401)	(880)	1 763	—	—	510	177	104	147
Économies réalisées au titre d'engagements d'exercices antérieurs ou annulation d'engagements	429	277	—	—	—	—	72	3	—	—
Réserves et solde des fonds en début d'exercice	645	769	4 334	2 571	—	—	1 673	1 493	562	415
Réserve et solde des fonds en fin d'exercice	499	645	3 454	4 334	—	—	2 255	1 673	666	562

^a Voir note 2.

^b Y compris 115 000 dollars dus à l'ONUG au titre des frais administratifs et de sécurité pour l'exercice biennal 2000-2001, les dépenses n'ayant pas encore été engagées.

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Centre CNUCED/OMC du commerce international

Actif, passif, réserves et solde des fonds au 31 décembre 2001^a

(En milliers de dollars des États-Unis)

Numéro de la note	Autres activités									
	Activités de coopération technique									
	Fonds général		Fonds d'affectation spéciale		PNUD		Dépenses d'appui au programme		Fonds renouvelables et autres fonds	
	2001	1999	2001	1999	2001	1999 ^b	2001	1999	2001	1999
Actif										
Encaisse et dépôts à terme	1 476	1 724	18 312	16 744	1	3	2 481	1 735	708	–
Contributions volontaires à recevoir	–	–	7 237	7 520	–	–	–	–	–	–
Montants à recevoir des sources de financement	–	–	–	–	1 405	1 706	–	–	–	–
Comptes débiteurs										
Soldes interfonds à recevoir	–	–	1 028	3 051	–	2 210	44	–	–	562
Divers	334	529	407	616	34	64	37	35	4	–
Autres éléments d'actif										
Transactions interoffice avant règlement	–	–	17	7	–	8	–	–	–	–
Charges comptabilisées d'avance et autres éléments d'actif	137	159	3 054	3 169	132	223	–	–	–	–
Total de l'actif	1 947	2 412	30 055	31 107	1 572	4 214	2 562	1 770	712	562
Passif										
Contributions ou paiements reçus d'avance	–	244	10 871	9 759	–	–	–	–	–	–
Engagements non réglés – exercice en cours	1 436	1 370	2 825	2 527	417	967	192	80	44	–
Engagements non réglés – exercices à venir	–	–	2 673	2 576	128	223	–	–	–	–
Comptes créditeurs										
Soldes interfonds à régler	–	72	44	2 772	1 026	2 963	–	17	2	–
Autres sommes à payer	7	81	3 083	1 619	–	61	115	–	–	–

	Numéro de la note	Autres activités									
		Activités de coopération technique								Fonds renouvelables et autres fonds	
		Fonds général		Fonds d'affectation spéciale		PNUD		Dépenses d'appui au programme			
		2001	1999	2001	1999	2001	1999 ^b	2001	1999		
Autres dettes		6	—	7 105	7 520	1	—	—	—	—	—
Total du passif		1 449	1 767	26 601	26 773	1 572	4 214	307	97	46	—
Réserves et solde des fonds											
Réserves de fonctionnement		—	—	1 088	1 088	—	—	367	382	—	—
Soldes concernant des projets financés par des dons		—	—	2 366	3 246	—	—	—	—	—	—
Excédent cumulé (déficit)		499	645	—	—	—	—	1 888	1 291	666	562
Total, réserves et solde des fonds		499	645	3 454	4 334	—	—	2 255	1 673	666	562
Total du passif, des réserves et du solde des fonds		1 948	2 412	30 055	31 107	1 572	4 214	2 562	1 770	712	562

^a Voir note 2.

^b Reclassé en conformité avec la présentation actuelle.

Les notes font partie intégrante des états financiers.

État III

Centre CNUCED/OMC du commerce international

Fonds général : flux de trésorerie de l'exercice biennal 2000-2001
terminé le 1^{er} 31 décembre 2001

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2001	1999
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement		
Excédent net des recettes sur les dépenses (ou déficit net) (état I)	(575)	(401)
Augmentation (diminution) des autres sommes à recevoir	195	254
Augmentation (diminution) des autres éléments d'actif	22	(5)
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	66	49
Augmentation (diminution) des sommes à payer	(75)	(2)
Augmentation (diminution) des autres dettes	(238)	244
À déduire : Intérêts créditeurs	(139)	(198)
Encaisse net provenant du fonctionnement	(744)	(59)
Flux de trésorerie provenant des activités de placement et de financement		
Augmentation (diminution) des soldes interfonds débiteurs	–	54
Augmentation (diminution) des soldes interfonds créditeurs	(71)	72
À ajouter : Intérêts créditeurs	139	198
Encaisse nette provenant des activités de placement et de financement	68	324
Flux de trésorerie provenant d'autres sources		
Économies réalisées au titre d'engagements d'exercices antérieurs, ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	429	277
Encaisse nette provenant d'autres sources	429	277
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts à terme	(247)	542
Encaisse et dépôts à terme en début d'exercice	1 724	1 182
Encaisse et dépôts à terme en fin d'exercice	1 477	1 724

Les notes font partie intégrante des états financiers.

État IV

Centre CNUCED/OMC du commerce international

Fonds général : crédits ouverts pour l'exercice biennal 2000-2001
terminé le 31 décembre 2001

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>				<i>Dépenses</i>			
	<i>Montant</i>			<i>Montant révisé</i>	<i>Engagements</i>			<i>Solde</i>
	<i>Montant initial</i>	<i>autres ajustements</i>	<i>Transferts</i>		<i>Décaissements</i>	<i>non réglés</i>	<i>Total</i>	
Chapitre 11B – Centre CNUCED/OMC du commerce international								
Programme d’activité	38 661	(3 602)	–	35 059	33 539	1 436	34 975	84

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Notes relatives aux états financiers

Note 1

Le Centre CNUCED/OMC du commerce international et ses activités

a) Le 12 décembre 1967, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 2297 (XXII) qui approuvait la création du Centre du commerce international qui serait géré conjointement par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de façon continue et comme partenaires égaux, à compter du 1er janvier 1968. Ces arrangements avaient reçu l'accord préalable du Conseil du GATT le 22 novembre 1967. En 1995, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a assumé les responsabilités du GATT et le Conseil général de l'OMC a prié son secrétariat de négocier avec le Secrétariat de l'ONU la révision des arrangements budgétaires concernant le Centre. Le 18 décembre 1998, l'Assemblée générale, dans sa décision 53/411 B, a approuvé la recommandation du Secrétaire général de l'ONU et du Directeur général de l'OMC tendant à ce que les arrangements présents régissant le statut du Centre en tant qu'organe commun soient confirmés et renouvelés avec l'OMC; elle a en outre approuvé les dispositions administratives révisées relatives au Centre qui sont énoncées au paragraphe 11 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/53/7/Add.3). La supervision gouvernementale du Centre est exercée par les membres de l'OMC et par le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED. Le Groupe consultatif commun a la responsabilité de fournir des conseils sur le programme de travail et des activités du Centre.

b) Le Centre est un organisme de coopération technique qui a pour mission de soutenir les économies en développement et en transition, et notamment le secteur des affaires de ces économies, dans leurs efforts pour leur permettre d'exploiter pleinement leurs capacités en développant les exportations et en améliorant les activités d'importation, l'objectif final étant de réaliser un développement durable. Le Centre s'occupe surtout des aspects opérationnels de la promotion des échanges et du développement des exportations. Son budget ordinaire est financé conjointement et à parts égales par l'ONU et par l'OMC et les projets de coopération de technique sont financés au moyen de contributions volontaires provenant de donateurs au Fonds d'affectation spéciale et d'allocations du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Note 2

Récapitulation des principes essentiels de comptabilité et d'information financière du CCI

a) Les comptes du CCI sont tenus conformément au Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, adopté par l'Assemblée générale, aux règles de gestion financière que le Secrétaire général a formulées en application dudit règlement, aux instructions administratives publiées par le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion et par le Contrôleur, et conformément aux principes comptables généralement reconnus. Ils sont aussi pleinement conformes aux normes comptables adoptées pour le système des Nations Unies par l'ex-Comité administratif de coordination (aujourd'hui le Conseil des chefs de secrétariat des organismes du système des Nations Unies pour la coordination). Le Centre applique

la norme internationale comptable No 1 relative à la publication des méthodes comptables, telle qu'elle a été modifiée et adoptée par le Comité administratif.

b) Les comptes du Centre sont tenus selon le principe de la « comptabilité par fonds » et chaque fonds est géré comme une entité comptable et financière distincte, objet d'une comptabilité autonome.

c) L'exercice est un exercice biennal qui comprend deux années civiles consécutives.

d) Les recettes, les dépenses et les éléments de l'actif et du passif sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'exercice.

e) Les comptes du Centre sont libellés en dollars des États-Unis. Si des comptes sont libellés en d'autres monnaies, les montants correspondants sont convertis en dollars des États-Unis à la date de l'opération aux taux de change fixés par le Contrôleur. En ce qui concerne ces monnaies, les états financiers établis aux intervalles que le Contrôleur peut prescrire en vertu de pouvoirs que lui délègue le Secrétaire général adjoint à la gestion indiquent les disponibilités, les placements, les contributions annoncées non versées et les sommes à recevoir et à payer dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis, convertis en dollars aux taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU à la date de l'établissement des états.

f) Les états financiers du Centre sont préparés sur la base comptable du coût à l'origine et ne sont pas ajustés de manière à refléter les effets des modifications des prix, des biens et services.

g) Les résultats des opérations du Centre sont présentés dans les états financiers I et II sous forme abrégée, selon le type général d'activité. Cette présentation récapitulative ne signifie nullement que les divers fonds distincts peuvent être confondus en aucune manière, les ressources d'un fonds ne devant normalement servir qu'à ce fonds.

h) Le Centre est une organisation affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse des pensions est un régime à prestations définies financé suivant le principe de la capitalisation. Les obligations financières du Centre à l'égard de la Caisse consistent dans le paiement des cotisations prescrites au taux fixé par l'Assemblée générale et de la contribution qu'elle serait, le cas échéant, tenue de verser en vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse pour couvrir un déficit actuariel. Il n'y a couverture des déficits que si l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué les dispositions de l'article 26 après que la nécessité d'une telle couverture ait été déterminée sur la base d'une évaluation de l'adéquation actuarielle de la Caisse à la date de l'évaluation. À la date du présent état financier, l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas invoqué cette disposition.

i) Fonds général :

Recettes

- i) Les recettes du Fonds général représentent les contributions effectivement reçues de l'Organisation des Nations Unies et de l'OMC au cours de l'exercice biennal;
- ii) L'expression « recettes accessoires ou diverses » s'applique aux recettes provenant de la location de locaux, de la vente de publications, d'intérêts perçus de différents comptes bancaires et dépôts à terme, des remboursements de dépenses d'exercices antérieurs et d'autres éléments accessoires, y compris la vente de matériel devenu obsolète;
- iii) Les remboursements de dépenses qui sont imputés, au cours d'un même exercice, sur les comptes budgétaires sont imputés sur les mêmes comptes, mais les remboursements de dépenses portant sur des exercices antérieurs sont imputés sur les recettes accessoires;
- iv) Gains ou pertes de change. Lors de la clôture des comptes à la fin de chaque exercice financier, le solde du compte « pertes ou gains de change » est porté, s'il est débiteur, au débit du compte budgétaire, ou s'il est créditeur, au crédit du compte des recettes accessoires;
- v) Les économies résultant du règlement d'engagement relatifs à des exercices antérieurs sont portées directement au crédit du solde du fonds.

Dépenses

- vi) Les dépenses sont imputées sur les crédits ouverts. Le montant total des dépenses comptabilisées englobe les engagements non réglés et les décaissements;
- vii) Les dépenses concernant les biens durables sont imputées sur le budget de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis et ne sont pas inscrites à l'actif. Les comptes d'inventaire relatifs à ces biens durables sont établis sur la base du coût d'origine;
- viii) Les dépenses des exercices à venir ne sont pas comptabilisées comme des dépenses de l'exercice en cours et sont considérées comme des charges comptabilisées d'avance ainsi qu'il est indiqué à l'alinéa x) ci-dessous.

Actif

- ix) L'encaisse et les dépôts à terme comprennent les fonds en dépôt sur des comptes bancaires portant intérêts, les certificats de dépôt et les comptes à vue. Ils apparaissent dans les états financiers relatifs à l'actif et au passif comme encaisse et dépôts à terme et, à l'exception des changements de valeur résultant de la conversion de monnaies visé au paragraphe e) ci-dessus, tous les montants sont indiqués au prix coûtant;
- x) Les charges comptabilisées d'avance comprennent des dépenses qui ne constituent pas une charge de l'exercice considéré et qui seront comptabilisées comme des dépenses pendant l'exercice ultérieur. Ces dépenses comprennent les engagements pour les exercices financiers ultérieurs, conformément à la règle de gestion financière 110.6. Pareils engagements sont normalement

limités à des besoins administratifs à caractère continu, et à des contrats ou à des obligations juridiques qui exigent des délais d'exécution prolongés.

xi) Aux seules fins de l'établissement du bilan, la part de l'avance sur l'indemnité pour frais d'études qui est censée se rapporter à l'année scolaire écoulée à la date des états financiers est saisie dans les charges comptabilisées d'avance. Le montant total de l'avance est comptabilisé comme somme à recevoir des fonctionnaires jusqu'à ce que ceux-ci aient produit les pièces requises prouvant qu'ils ont droit à l'indemnité pour frais d'études, date à laquelle le montant est imputé sur le compte budgétaire approprié et l'avance est recouvrée;

xii) Le mobilier, le matériel et les autres biens durables, et ainsi que les améliorations des locaux loués ne sont pas inclus dans l'actif du Centre. Les achats sont imputés sur les comptes budgétaires de l'année où ils ont été effectués.

Passif, réserves et solde des fonds

xiii) Les réserves sont considérées comme étant l'un des éléments de la catégorie qui comprend à la fois les réserves et le solde des fonds, et sont donc incluses dans les totaux, « Réserves et solde des fonds » des états financiers;

xiv) Les engagements du Centre qui se rapportent à l'exercice en cours sont considérés, conformément aux procédures de l'OMC, comme des engagements non réglés qui demeurent valables pendant une période de 12 mois suivant la fin de l'exercice annuel – et non de l'exercice biennal – auquel ils se rapportent;

xv) Les recettes comptabilisées d'avance comprennent les contributions annoncées pour des périodes ultérieures et d'autres recettes perçues mais dont la contrepartie n'a pas encore été fournie;

xvi) Aucune somme n'est inscrite dans les compte du Fonds général pour les prestations de fin de service (par exemple, au titre de la prime de rapatriement, etc.) en raison du fait que des fonds sont prévus à ces fins dans les ouvertures de crédit;

xvii) Des ressources représentant 1 % du traitement de base net sont prévues pour faire face aux situations imprévues aux termes de l'appendice D du Règlement du personnel des Nations Unies. Cette somme est inscrite dans les comptes du Fonds général des Nations Unies;

xviii) Les engagements ne comprennent pas de dispositions relatives aux indemnités de licenciement.

j) Comptes relatifs à la coopération technique :

i) Les états financiers I et II rendent compte des activités de coopération technique financées par les fonds d'affectation spéciale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)';

ii) Fonds reçus au titre d'arrangements interorganisations – PNUD : les recettes provenant des allocations du PNUD sont calculées en tenant compte des intérêts et autres recettes accessoires au titre du montant total des dépenses.

- iii) Contributions volontaires – fonds d’affectation spéciale : les contributions des gouvernements ou d’autres donateurs sont comptabilisées à la date de leur réception. Toutes les sommes acceptées à des fins spécifiées par le donateur sont comptabilisées comme des fonds d’affectation spéciale ou inscrites à des comptes spéciaux. Un fonds d’affectation spéciale distinct est constitué pour chaque projet approuvé par le donateur et le pays bénéficiaire;
- iv) Les intérêts provenant du placement à court terme de fonds d’affectation spéciale sont portés, dans l’ordre, au crédit de la réserve de fonctionnement afin de maintenir celle-ci au niveau convenu [voir alinéa x) du paragraphe j)], au crédit des fonds pour dépenses d’appui quand il y a lieu de combler un déficit imputable à des fluctuations monétaires, et au crédit des donateurs. Les recettes accessoires provenant de la vente de biens excédentaires ou du remboursement de dépenses sont portées au crédit du budget du projet sur lequel l’achat ou la dépense ont été imputées à l’origine. Si le compte du projet est clos, ces sommes sont portées au crédit du donateur;
- v) Les contributions reçues d’avance concernant les autres fonds d’affectation spéciale comprennent les contributions reçues pour financer des projets dont la durée d’exécution va au-delà de l’exercice, ainsi que les recettes au titre de l’appui au programme se rapportant à ces projets;
- vi) Les engagements non réglés de l’exercice relatif à des activités financées par des fonds d’affectation spéciale et par le PNUD demeurent valides pendant les 12 mois suivants la fin de l’année, et non jusqu’à la fin de l’exercice biennal auquel ils se rapportent. Toutefois, conformément aux règles fixées par le PNUD en matière d’information financière, les agents d’exécution peuvent garder les engagements non réglés dans leurs comptes au-delà de 12 mois lorsque l’obligation ferme de payer subsiste. Les économies provenant de la liquidation d’engagements d’exercices antérieurs sont portées au crédit des projets pertinents et viennent en déduction des dépenses de l’exercice, conformément aux règles établies par le PNUD en matière d’information financière;
- vii) Les engagements non réglés se rapportant à des exercices ultérieurs sont comptabilisés à la fois comme charges comptabilisées d’avance et comme engagements non réglés d’exercices à venir;
- viii) Un système de coûts moyens est utilisé pour les projets du PNUD et les projets financés par les fonds d’affectation spéciale. Les coûts effectifs des services d’experts, qui varient d’un expert à l’autre, sont imputés sur les budgets des projets relevant d’un même fonds sur la base d’un coût moyen, calculé en répartissant les coûts effectifs entre tous les projets de coopération technique pour lesquels des services d’experts ont été assurés pendant l’exercice;
- ix) Pertes ou gains de change : les différences de change découlant des transactions courantes liées à l’exécution de projets financés par des fonds d’affectation spéciale sont portées au débit ou au crédit du budget des projets appropriés. Les différences de change qui ne peuvent être directement imputées à un projet particulier sont portées au débit ou au crédit de la réserve de fonctionnement [voir al. x)];

x) Réserve de fonctionnement – fonds d’affectation spéciale : le Centre a pour politique de maintenir cette réserve à un montant fixé à l’avance et est convenu avec des donateurs que le premier prélèvement à opérer sur les intérêts créditeurs serviraient à maintenir la réserve à ce montant;

xi) Soldes des fonds d’affectation spéciale des donateurs : ces soldes comprennent le solde non engagé des allocations, les contributions qui n’ont pas encore été allouées, les soldes qui restent après l’achèvement des projets, les intérêts créditeurs et les recettes accessoires, y compris les sommes visées à l’alinéa iv) du paragraphe k). Les fonds restent sous la garde du Centre, qui, en attendant les instructions des donateurs, informe régulièrement ces derniers de la situation au cours des entretiens qu’il a systématiquement avec eux;

xii) Recettes accessoires : toutes les sommes acceptées à des fins spécifiées par le donateur sont comptabilisées comme des fonds d’affectation spéciale ou inscrites à des comptes spéciaux. Sont toutefois comptabilisées comme recettes accessoires les sommes acceptées sans que leur destination ait été spécifiée;

xiii) Des ressources représentant 1 % du traitement de base net, et imputées sur les fonds alloués aux projets, sont prévues pour faire face au passif éventuel que représentent les indemnités visées à l’appendice D du Règlement du personnel des Nations Unies payables, le cas échéant, au personnel rémunéré à l’aide des fonds d’affectation spéciale pour la coopération technique. Cette somme est inscrite dans les comptes du Fonds général des Nations Unies.

k) Dépenses d’appui :

i) Le remboursement des dépenses d’appui au programme est prévu pour les activités de coopération technique financées par des fonds extrabudgétaires et est porté au débit du fonds « dépenses d’appui ». Le remboursement est calculé de façon à représenter un certain pourcentage des ressources dépensées par le programme;

ii) Les engagements non réglés imputés sur des compte spéciaux pour les dépenses d’appui au programme sont comptabilisés de la même façon que les engagements non réglés sur le budget du programme;

iii) Le solde du fonds « dépenses d’appui » est reporté sur l’exercice biennal suivant;

iv) Une réserve de fonctionnement correspondant à 20 % des recettes prévues au titre des dépenses d’appui est nécessaire pour pouvoir faire face au passif éventuel conformément à l’instruction administrative ST/AI/285.

l) Fonds renouvelables et autres fonds :

i) Fonds renouvelable pour les supports de formation. Les recettes provenant de la vente de pochettes de documentation ou d’articles analogues sont portées au crédit du Fonds renouvelable pour les supports de formation et servent à financer les frais de réimpression ou de traduction et autres dépenses connexes.

ii) Fonds renouvelable pour l’information commerciale. Les recettes provenant de la vente de services de traitement électronique de l’information

sont portées au crédit du Fonds renouvelable pour l'information commerciale (précédemment intitulé « Fonds renouvelable du Centre international de calcul/traitement électronique de l'information ») et servent à financer la fourniture d'autres services.

iii) Fonds renouvelable pour l'analyse des flux commerciaux. Les recettes provenant de la vente d'analyse de données commerciales, aux niveaux mondial, régional et national et à celui des entreprises, sont portées au crédit du Fonds renouvelable pour l'analyse des flux commerciaux et servent à financer la fourniture d'autres services.

iv) Service d'information sur la commercialisation. Les recettes provenant des abonnements correspondants à la fourniture d'informations à jour aux producteurs, exportateurs et importateurs de produits déterminés dans des pays en développement ou en transition sont portées au crédit du Fonds du Service d'information sur la commercialisation et servent à financer les activités de ce service.

v) Compte pour la production de rapports. Un coût standard est utilisé pour imputer aux projets de coopération technique le coût des rapports rédigés par le personnel affecté à ces projets ou par des consultants. Le coût standard appliqué pour chaque rapport en 1998 et 1999 était de 950 dollars. Les dépenses imputées sur ce compte représentent essentiellement des dépenses de personnel de caractère administratif (personnel employé à des travaux d'édition et de reproduction) ainsi que le coût du papier et autres fournitures et accessoires utilisés pour la reproduction des documents.

Note 3

Fonds général (états I et II)

a) Recettes pour l'exercice biennal 2000-2001. Aux termes de la résolution 2297 (XXII) adoptée par l'Assemblée générale le 12 décembre 1967 et de la décision des Parties contractantes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce du 22 novembre 1967, ainsi que des nouvelles dispositions administratives entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce que l'Assemblée générale a approuvées à sa cinquante-troisième session (décision 53/411), le budget ordinaire du Centre du commerce international est établi en francs suisses et partagé également entre l'Organisation des Nations Unies et l'OMC. La contribution versée par chacun des organismes de tutelle pour l'exercice biennal 2000-2001 s'est élevée à 16 860 286 dollars, ce qui représente un total de 33 720 572 dollars.

Les autres recettes pour l'exercice biennal (exprimées en dollars des États-Unis) sont les suivantes :

	2001	1999
Recettes provenant de la location de locaux	320 957	435 327
Vente de publications	16 319	39 420
Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs	9 045	158 918
Divers	193 927	522 946
Total	540 248	1 156 611

b) Les dépenses pour l'exercice biennal 2000-2001 (exprimées en dollars des États-Unis) sont les suivantes :

	2001	1999
Traitements et dépenses communes de personnel	28 087 231	31 163 348
Frais de voyage	386 832	402 878
Services contractuels	1 706 851	1 941 562
Frais généraux de fonctionnement	3 741 209	3 971 188
Dépenses de représentation	7 467	10 437
Fournitures et accessoires	557 889	604 727
Mobilier et matériel	487 551	645 008
Total	34 975 030	38 739 148

c) Actif :

i) Le chiffre indiqué pour l'encaisse et les dépôts à terme correspond au montant total de tous les soldes disponibles. Le montant de 1 476 277 dollars a été versé à des comptes productifs d'intérêts.

ii) Les comptes débiteurs comprennent les éléments indiqués ci-après (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Avances au personnel	146 730	261 418
Dépenses du CCI réglées d'avance	151 839	186 256
TVA à récupérer auprès des gouvernements	2 055	2 115
Intérêts courus	10 968	33 841
Éléments divers	22 655	45 376
Total	334 247	529 006

iii) Les charges comptabilisées d'avance comprennent les éléments suivants (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Avances au personnel sur l'indemnité pour frais d'études [Note 2 i) viii)]	75 159	128 408
Éléments divers réglés à l'avance	61 415	30 253
Total	136 574	158 661

iv) Biens durables. Conformément aux principes comptables de l'ONU, les biens durables ne sont pas inclus dans le capital fixe du Centre mais leur valeur est imputée sur les crédits ouverts au moment de l'achat. Au 31 décembre 2001, les comptes d'inventaires se montaient au total à 5 663 080 dollars, dont 3 385 835 dollars se rapportant aux projets de coopération technique du CCI.

d) Passif :

i) Les comptes créditeurs comprennent (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Solde dus au personnel	—	17 963
Autres éléments	6 570	63 125
Total	6 570	81 088

ii) Outre les éléments du passif visés ci-dessus, le CCI assume des engagements financiers résultant de baux dont la durée s'étend au-delà de l'exercice budgétaire terminé le 31 décembre 2001. Les dépenses prévues dans le cadre de ces arrangements dont le règlement sera assuré au moyen des crédits qui seront ouverts pour les exercices biennaux 2002-2003 et 2004-2005 se décomposent comme suit (en dollars des États-Unis) :

	2002-2003	2004-2005
Bail sur les locaux du CCI	1 840 476	1 840 476
Location du matériel réprographique	421 588	51 074
Location de photocopieurs	22 393	—
Location de télécopieurs	12 821	—
Total	2 297 278	1 891 550

iii) Réserves et solde des fonds. Le compte d'excédents budgétaires du Fonds général du CCI représente les fonds disponibles portés au crédit de l'Organisation des Nations Unies et de l'OMC provenant du solde non engagé des crédits ouverts et des économies résultant du règlement des engagements de la

période antérieure. À la fin de l'exercice biennal, un déficit d'un montant de 575 245 dollars a été enregistré en ce qui concerne le Fonds général. Toutefois, un excédent de 645 121 dollars a été reporté de l'exercice 1998-1999 et l'économie de 428 925 dollars résultant du règlement des engagements de 1998-1999 a été déduite du déficit de 575 245 dollars. L'excédent net de 498 801 dollars au 31 décembre 2001 sera reporté sur l'exercice biennal 2002-2003.

Note 4

Activités de coopération technique (états I et II)

a) Fonds d'affectation spéciale :

i) Les recettes de l'exercice biennal 2000-2001 se décomposent comme suit (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Contributions volontaires	23 290 121	23 056 443
Intérêts	1 458 847	1 596 520
Total	24 748 968	24 652 963

ii) Les dépenses de l'exercice biennal 2000-2001 se décomposent comme suit (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Traitements et dépenses communes de personnel	14 506 677	12 733 277
Frais de voyage	1 759 974	1 714 073
Services contractuels	2 927 412	2 445 382
Frais généraux de fonctionnement	695 219	788 542
Achats	508 965	636 824
Bourses, subventions et autres	2 288 743	1 948 400
Total des dépenses afférentes aux projets	22 686 990	20 266 498
Dépenses d'appui au programme	2 941 988	2 623 453
Total des dépenses	25 628 979	22 889 951

iii) Actif :

a. L'encaisse comprend (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Disponibilités en banque	90 000	833 028
Dépôts productifs d'intérêts	18 220 571	15 909 756
Éléments d'encaisse détenus par des titulaires de comptes d'avances temporaires	1 158	1 082
Total	18 311 729	16 743 866

b. Les soldes interfonds débiteurs comprennent (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Sommes à recevoir du Fonds général du CCI	—	71 353
Sommes à recevoir de comptes et dépenses d'appui au programme du CCI	—	16 928
Sommes à recevoir de fonds autorenouvelables du CCI	2 071	—
Soldes interfonds débiteurs	1 025 895	2 962 779
Total	1 027 966	3 051 060

c. Les autres comptes débiteurs comprennent (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Avances au personnel	261 117	254 618
Intérêts courus	109 426	329 630
TVA à récupérer auprès des gouvernements	8 170	11 395
Autres éléments divers	28 212	20 548
Total	406 925	616 191

d. Les charges comptabilisées d'avance et les autres éléments d'actif comprennent (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Engagements non réglés imputables sur les crédits d'exercices ultérieurs	2 672 721	2 575 701
Avances au personnel sur l'indemnité pour frais d'études [Note 2 j) viii)]	42 094	26 624
Allocations à l'OMC et à la CNUCED	335 196	563 138
Éléments divers	4 057	3 260
Total	3 054 068	3 168 723

iv) Passif :

a. Les soldes interfonds créditeurs comprennent (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Sommes dues au compte des dépenses d'appui du CCI	44 076	—
Sommes dues aux fonds renouvelables du CCI	—	561 848
Sommes dues au PNUD	—	2 210 447
Total	44 076	2 772 295

b. Les autres comptes créditeurs comprennent (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Sommes dues au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	2 468 083	1 450 188
Sommes dues au personnel	382 610	83 716
Éléments divers	232 272	85 417
Total	3 082 965	1 619 321

c. Les autres dettes comprennent (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Contributions à recevoir pour des exercices ultérieurs	7 015 065	7 520 313
Total	7 015 065	7 520 313

v) Réserve d'exploitation. Cette réserve est constituée pour faire face à des situations imprévues résultant du licenciement d'experts, etc. Comme il est indiqué dans le résumé des principales conventions comptables [Note 2 k) xi)], le Centre a pour politique de maintenir la réserve à un niveau prédéterminé et il a été généralement convenu avec les donateurs que le premier prélèvement opéré sur les intérêts créditeurs doit servir à maintenir la réserve à ce niveau. Pour l'exercice 2000-2001, la réserve d'exploitation continue de se monter à 1 087 816 dollars.

b) Programme des Nations Unies pour le développement

i) Les dépenses de l'exercice biennal 2000-2001 se décomposent comme suit (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Traitement et dépenses communes de personnel	1 214 043	1 922 611
Frais de voyage	225 058	371 383
Services contractuels	286 360	279 434
Frais généraux de fonctionnement	85 445	427 170
Achats	186 689	410 411
Bourses, subventions et dépenses diverses	202 102	426 406
Total des dépenses afférentes aux projets	2 199 697	3 837 415
Dépenses d'appui au programme	186 243	665 738
Total des dépenses	2 385 940	4 503 153

ii) Actif

a. L'encaisse comprend (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Éléments d'encaisse détenus par des titulaires de comptes d'avances temporaires	486	2 926
Total	486	2 926

b. Les autres comptes débiteurs comprennent (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
TVA à récupérer auprès des gouvernements	—	3 173
Sommes dues par d'autres organismes	7 356	—
Sommes dues par le personnel	18 050	49 436
Éléments divers	8 494	11 023
Total	33 900	63 632

c. Les charges comptabilisées d'avance comprennent (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Engagements non réglés imputables sur les crédits d'exercices ultérieurs	128 090	222 580
Autres éléments d'actif	4 372	197
Total	132 462	222 777

iii) Passif

a. Les soldes interfonds créditeurs comprennent (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Soldes à virer à d'autres fonds	1 025 895	2 962 779
Total	1 025 895	2 962 779

b. Les autres comptes créditeurs comprennent (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Sommes dues au personnel	—	60 662
Total	—	60 662

c. L'état I exclut des dépenses d'un montant de 911 537 dollars (déduction faite des dépenses d'appui au programme) portant sur des projets exécutés par le Centre pour le compte des diverses organisations au cours de l'exercice biennal 2000-2001. Les états financiers des agents d'exécution rendent pleinement compte de ces dépenses. Les recettes

tirées de ces activités au titre des dépenses d'appui au programme, d'un montant de 91 153 dollars, figurent dans l'état I.

Note 5

Compte spécial pour les dépenses d'appui au programme (états I et II)

a) Les recettes de l'exercice biennal 2000-2001 se décomposent comme suit (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Dépenses d'appui aux projets financés par les fonds d'affectation spéciale	2 941 989	2 623 453
Dépenses d'appui aux projets financés par les fonds renouvelables	111 066	47 925
Dépenses d'appui aux projets du PNUD	186 243	665 738
Dépenses d'appui aux projets d'agences associées	91 153	525 471
Intérêts	178 562	191 303
Divers	37 791	75 342
Total	3 546 804	4 129 232

b) Les dépenses de l'exercice biennal 2000-2001 se décomposent comme suit (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Traitements et dépenses communes de personnel	2 407 894	3 322 104
Frais de voyage	2 798	1 020
Services contractuels	61 534	76 777
Frais généraux de fonctionnement	2 520	10656
Bourses, subventions et autres dépenses	562 080	540 792
Total	3 036 826	3 951 349

c) Réserves et soldes des fonds. Les réserves et soldes des fonds s'élevaient à 2 254 558 dollars au 31 décembre 2001 reflétant les mouvements suivants au cours de l'exercice biennal (en dollars des États-Unis) :

Solde des fonds au 1er janvier 2000	1 291 422
Économies résultant du règlement des engagements de périodes antérieures	71 137
Virements de la réserve de fonctionnement	15 057
Excédent des recettes sur les dépenses	509 978
Solde des fonds au 31 décembre 2001	1 887 594

Réserve d'exploitation au 1er janvier 2000	382 021
Virements au compte excédentaire	(15 057)
Solde de la réserve au 31 décembre 2001	366 964

Note 6**Fonds renouvelables et autres fonds (états I et II)**

a) Les recettes de l'exercice biennal 2000-2001 se décomposent comme suit (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Fonds renouvelable pour les supports de formation	71 184	3 202
Fonds renouvelable pour l'information commerciale	53 421	160 262
Fonds renouvelable pour l'analyse des flux commerciaux	694 275	247 120
Fonds pour les services d'information sur la commercialisation	205 183	163 514
Compte pour la production de rapport	95 764	252 584
Intérêts	58 580	54 430
Total	1 178 407	881 112

b) Les dépenses de l'exercice biennal 2000-2001 se décomposent comme suit (en dollars des États-Unis) :

	2001	1999
Fonds renouvelable pour les supports de formation	17 422	30 549
Fonds renouvelable pour l'information commerciale	63 932	224 877
Fonds renouvelable pour l'analyse des flux commerciaux	703 049	125 689
Fonds pour le service d'information sur la commercialisation	181 014	92 688
Compte pour la production de rapports	108 633	260 462
Total	1 074 050	734 265

Note 7**Sommes dues au titre des prestations de fin de service et des prestations postérieures à la retraite**

a) Le Centre n'a fait apparaître dans aucun de ses comptes financiers le coût des prestations au titre de l'assurance maladie après la cessation de service ou d'autres prestations de fin de service qui pourraient être dues aux fonctionnaires lorsqu'ils quittent le Centre. Les décaissements correspondants sont inscrits au budget du Fonds général du Centre et les coûts effectifs auxquels il a fallu faire face

durant chaque exercice sont comptabilisés comme dépenses courantes. Pour avoir une idée plus claire de l'ampleur de la charge financière que représenterait pour le Centre l'assurance maladie après la cessation de service, l'ONU a chargé un actuaire-conseil de procéder à une évaluation actuarielle des prestations d'assurance maladie après la cessation de service. Sur la base des résultats, il a été estimé que le montant projeté du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2001 des obligations du Centre au titre des prestations d'assurance maladie après la cessation de service couvrant les besoins de tous les participants indépendamment de la source de financement, s'établissait comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	<i>Valeur actuelle des prestations futures</i>	<i>Sommes à payer</i>
Montant brut	61 633	52 814
Ajustement : contributions des fonctionnaires retraités	(14 176)	(12 147)
Montant net	<u>47 457</u>	<u>40 667</u>

b) Les chiffres correspondant à la valeur actuelle des prestations futures représentent les valeurs nettes de toutes les prestations payables à l'avenir à tous les retraités et à tous les fonctionnaires en service appelés à prendre leur retraite. Ces sommes à payer représentent la partie de la valeur présente des prestations depuis la date d'entrée en fonction des fonctionnaires jusqu'à la date d'évaluation. Les prestations payables aux fonctionnaires en service sont dues lorsque ceux-ci atteignent la date à laquelle ils peuvent prétendre à ces prestations.

c) Les fonctionnaires qui, au moment de la cessation de service, ont accumulé des jours de congé annuel reçoivent une somme en compensation des jours de congé accumulés jusqu'à concurrence de 60 jours ouvrables. Le montant qu'atteindra au 31 décembre 2001 le total des sommes dues par le Centre au titre de l'accumulation de jours de congé annuels est évalué à 950 000 dollars.

d) Certains fonctionnaires ont droit au moment de leur cessation de service au versement d'une prime de rapatriement et d'indemnités de réinstallation connexes, calculées au prorata du nombre d'années de service. Le montant qu'atteindra au 31 décembre 2001 le total de ces primes de rapatriement et indemnités de réinstallation connexes est évalué à 2,7 millions de dollars.

